

## Compte rendu

---

« Douglas STURKEY, *The Limits of American Power. Prosecuting a Middle East Peace*, 2007, Cheltenham, Edward Elgar, 236 p. »

Elena Aoun

*Études internationales*, vol. 40, n° 3, 2009, p. 464-466.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/038101ar>

DOI: 10.7202/038101ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

sujets constitués sur une base territoriale et non ethnique, ne semblent pas, selon E. Vodichev et V. Lamin, enrayées. Bien au contraire, le décalage entre « la totalité du pays » et les constituantes de la Fédération apparaît aujourd'hui patent.

Malgré une grande disparité entre les chapitres et le caractère peu original de certaines analyses, il est à noter que tous les textes sont basés sur une recherche empirique fouillée. Ils ajoutent sans conteste à la compréhension des évolutions de l'État et de la société russes, des transformations de la politique étrangère russe et des positionnements de la Russie sur la scène internationale. En particulier, ils replacent les efforts de recentralisation décidés par Vladimir Poutine depuis son arrivée au pouvoir dans une perspective plus large. Ils montrent ainsi les difficultés de l'État russe à s'adapter à la mondialisation et à ses contraintes. Comme le souligne D. Blum en conclusion, l'État russe ne parvient pas à gérer la mondialisation et à contrer les tensions sociales créées à la fois par son incapacité à se réformer et à résoudre les problèmes qui semblent aujourd'hui les plus cruciaux (Tchéchénie, montée de l'Islam radical, migrations).

La reprise en main de l'État apparaît dès lors comme l'une des solutions à ces tensions sociales et politiques et aux incertitudes liées à l'émergence d'un nouvel environnement sécuritaire. Le repli sur soi que l'on peut observer depuis 2004 participe de la volonté politique de maintenir, voire de renforcer, dans un contexte d'interdépendances accrues, une ligne claire entre l'« internalisation » et la mondialisation. Cet ouvrage intéressera donc au plus haut point les spécialistes de la Russie, mais aussi tous ceux qui étudient des États

en transition ou encore ceux qui analysent les effets de la mondialisation à différents niveaux.

Aurélie CAMPANA

*Département de science politique  
Université Laval, Québec*

### **The Limits of American Power. Prosecuting a Middle East Peace**

*Douglas STURKEY, 2007, Cheltenham,  
Edward Elgar, 236 p.*

*The Limits of American Power* entend évaluer *post hoc* la puissance des États-Unis et ses limites en considérant les tentatives de règlement du conflit israélo-arabe dans le contexte unipolaire de l'après-guerre froide qui consacre la suprématie américaine.

Sturkey situe d'abord l'ambition de résoudre ce conflit dans le cadre de la vision globale commune selon lui, à quelques différences d'approche près, aux présidents Bush I, Clinton et Bush II. Après avoir cerné les intérêts américains au Moyen-Orient (soutien à Israël, pétrole à prix accessible, lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et contre le terrorisme), il procède à l'analyse des facteurs structurels et conjoncturels qui conduisent Bush I à s'atteler, dans la foulée de la libération du Koweït, à la résolution du conflit israélo-arabe, perçue comme un « bien commun » à dispenser.

Considérant la puissance comme le moyen par lequel un État influence les « autres » en vue d'atteindre ses objectifs, l'auteur en donne un aperçu peu structuré théoriquement : éminemment relationnelle, la puissance se projette au travers d'instruments économiques, politiques, culturels et idéels – en sus de la force. Il pose que le choix des

instruments à utiliser dans une situation donnée et la façon de les utiliser relèvent du *statecraft*, ce qui l'amène à concentrer son attention sur les trois présidents dans le contexte américain. Au risque de quelques confusions entre moyens de la puissance et instruments de la diplomatie, ces derniers sont identifiés comme étant la persuasion, les sanctions positives, les sanctions négatives et la coercition.

Sur cette base, et tout en reconnaissant la difficulté d'établir l'impact de la projection de puissance d'un acteur sur le comportement de sa « cible » et donc la subjectivité inhérente à l'exercice d'évaluation, l'auteur entreprend une analyse exhaustive de l'effectivité avec laquelle les instruments de puissance dont dispose Washington ont été mis au service de la paix au Moyen-Orient.

Six chapitres sont consacrés à la mise en perspective détaillée des efforts américains en direction du conflit israélo-arabe à partir du lancement, sous l'impulsion de Bush I, du dispositif de la conférence de Madrid. Après un premier point sur l'acheminement aux forceps vers cette dernière, l'auteur accorde un chapitre au volet jordano-israélien et multilatéral et un autre au volet syro-libano-israélien, réservant au volet israélo-palestinien trois chapitres articulés chronologiquement autour des principales phases identifiées dans le processus de paix et dans l'engagement américain. L'auteur reconstitue ainsi de manière dynamique et bien documentée une histoire du processus de paix, de ses avancées, impasses et échecs, mettant en exergue la dialectique entre les développements issus de l'interaction entre les protagonistes et les apports américains. Il identifie progressivement, au regard des situations et conjonctures

du moment et en fonction des préférences, orientations et objectifs immédiats de chaque administration américaine, ce que font et ne font pas les États-Unis, les instruments et stratégies diplomatiques utilisés ou pas, de même que les circonstances et les contraintes ayant contribué à déterminer la conduite à tenir. Cela permet d'évaluer, à court et à long terme, l'impact des interventions et non-interventions américaines et de conclure, nonobstant les succès ponctuels, à un échec d'ensemble au regard de l'objectif d'une paix globale au Moyen-Orient.

L'exercice évaluatif est systématisé dans le dernier chapitre. En plus de l'imprécision américaine quant aux termes d'un règlement (surtout israélo-palestinien) et des contraintes intérieures et extérieures pesant sur les présidents, l'auteur souligne la réticence de ces derniers à recourir à toute la gamme d'instruments diplomatiques à leur disposition. Or les instruments qui ont été privilégiés n'ont démontré qu'une efficacité limitée. Après avoir tenté sur cette base d'expliquer pourquoi les États-Unis n'ont pas réussi à atteindre leur but, l'auteur tire en conclusion des leçons générales quant à une projection de puissance plus efficiente au regard de l'objectif recherché, tout en soulignant que le cas israélo-arabe n'est pas un indicateur pertinent des limites de la puissance américaine, puisque celle-ci ne s'est pas déployée en faisant usage de tous ses instruments.

Sans réelle valeur ajoutée pour le concept de puissance, l'ouvrage de Sturkey a toutefois le mérite de confronter cette dernière à l'épreuve de son exercice dans un cas où les acteurs les plus puissants ne semblent pas plus aptes que les plus marginaux à infléchir le cours des événements dans le sens de

leurs préférences. Texte de synthèse sur les efforts américains en vue de résoudre le conflit israélo-arabe, l'étude souffre néanmoins de la difficulté d'établir incontestablement les chaînes de causalité entre les *inputs* américains et les évolutions observables ; notamment, la focalisation sur les États-Unis conduit l'auteur à faire l'impasse sur le rôle, crucial en quelques circonstances, d'acteurs tiers dans l'évolution du processus de paix. Cela tend évidemment à fausser l'exercice d'évaluation.

Par ailleurs, l'approche par les moyens de projection de la puissance semble réductrice, de même que l'analyse des intérêts globaux des États-Unis et des objectifs recherchés par une paix au Moyen-Orient. Ces deux faiblesses ne permettent pas de répondre, même en intégrant la dimension des contraintes pesant sur le décideur américain, à la question de savoir pourquoi les États-Unis optent pour des actions ou des positions décalées par rapport à leurs moyens et allant à l'encontre de leurs objectifs et intérêts. Dès lors, se dégage une impression selon laquelle l'ouvrage dévoile nombre de phénomènes qui semblent participer de la puissance et de ses limites sans que le cadre d'analyse permette de les exploiter afin d'enrichir ce concept.

Elena AOUN

*Institut d'études européennes  
Université de Montréal et McGill University*

## MONDIALISATION ET TRANSNATIONALISME

### Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée

*Isabelle SOMMIER, Olivier FILLIEULE et  
Éric AGRİKOLIANSKY (dir.), 2008, coll.  
Science politique comparative, Paris/  
Aix-en-Provence, Karthala/IEP, 299 p.*

La littérature sur les mouvements altermondialistes ne manque pas. Un rapide coup d'œil sur la bibliographie d'une vingtaine de pages de *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe* permet de le confirmer. Alors, forcément, on s'interroge sur ce qu'il peut y avoir de nouveau sur le sujet. La réponse apparaît dès les premières pages : une synthèse sur les origines de ces mouvements. Rédigé par des chercheurs allemands, britanniques, français, italiens, espagnols, l'ouvrage est d'une richesse et d'une diversité remarquables. Il mérite donc largement sa place dans la littérature consacrée à des mouvements que les auteurs s'accordent d'emblée à reconnaître comme n'étant pas le résultat d'une génération spontanée.

Contrairement à une idée reçue, les mouvements transnationaux ne sont pas nés au lendemain des premières manifestations contre la mondialisation à la fin des années 1990. Les auteurs s'empresent de rappeler que les mouvements de solidarité internationale existent depuis le 18<sup>e</sup> siècle et qu'ils puisent leurs revendications dans la lutte contre l'esclavage, le droit des femmes ou celui des ouvriers. Difficile donc de prétendre à la singularité historique des mouvements contemporains d'opposition à la mondialisation. Il existe, sinon une filiation au moins un continuum historique,